

INTERVIEW

PHILIPPE CHARRIER PRÉSIDENT D'ENTREPRISE ET PROGRÈS

Il faut se soucier de l'internationalisation de nos belles PME

Créée en 1970, l'association patronale Entreprise et Progrès rassemble une centaine de dirigeants de PME et de grands groupes du CAC 40 comme Accor, L'Oréal, Sanofi-Aventis ou Total. Elle défend une approche « humaniste » de l'entreprise. Son leitmotiv : réconcilier l'économie et le social.

Faut-il se satisfaire de la hausse continue des créations d'entreprises depuis quatre ans ?

On ne peut que se réjouir des chiffres : les Français ont l'esprit d'entreprise et ils le prouvent. Cela étant, la création, c'est bien, mais on ne s'occupe pas assez de « l'après ». Notre pays a un gros problème pour renouveler son portefeuille d'entreprises. Aux États-Unis, les deux tiers des sociétés qui figuraient parmi les leaders mondiaux il y a cinquante ans ont aujourd'hui disparu des classements. En France, la rotation est hélas beaucoup moins importante, l'évolution est trop lente.



Philippe Charrier.

Quel est le frein principal au développement des PME ?

Pour grandir à l'international, étape indispensable aujourd'hui, les PME ont du mal à recruter, à trouver des capitaux et à utiliser la richesse administrative du pays. Les entrepreneurs n'ont pas besoin d'être aidés financièrement mais d'être accompagnés. Or ils ne s'y retrouvent pas, tant les disposi-

tifs et les interlocuteurs sont nombreux. Il faut développer un « small business act » à la française.

Comment jugez-vous le climat des affaires actuel ?

Le monde connaît une croissance extraordinaire. Voilà pourquoi les entreprises du CAC 40 décollent et entrent dans une période de prospérité sans précédent. Il faut s'en réjouir. Mais il faut également se soucier de l'internationalisation de nos belles PME. C'est là que le bât blesse.

Croyez-vous à un « effet Sarkozy » sur le moral des entrepreneurs ?

Enfin, le changement est là ! Les chefs d'entreprise sont très enthousiastes et manifestent des attentes extrêmement importantes. Pour le moment, le gouvernement essaie de répondre aux électeurs. Il est naturel de commencer par des mesures populaires et de vouloir créer très vite de petites victoires,

je pense à la baisse des droits de succession et à la déductibilité des intérêts d'emprunt. Plus tard, viendront les réformes plus douloureuses dont le pays a besoin, comme la réduction du nombre de

Les entrepreneurs n'ont pas besoin d'être aidés financièrement mais d'être accompagnés.

fonctionnaires. En tout cas, Nicolas Sarkozy a déjà fait un travail remarquable en débloquent la question institutionnelle de l'Europe. C'était indispensable pour les entreprises.

PROPOS RECUEILLIS PAR
GUILLAUME DELACROIX